

Article sélectionné dans

La Matinale du 06/05/2018 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?

re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

L'Inde menacée par l'épuisement de ses nappes phréatiques

Dès 2016, un rapport commandé par le gouvernement sur la réforme de la politique de l'eau avait mis en garde contre une catastrophe à venir.

LE MONDE | 07.05.2018 à 06h43 • Mis à jour le 07.05.2018 à 10h33 | Par Julien Bouissou ([journaliste/julien-bouissou/](#)) (New Delhi, correspondance)



Eau boueuse extraite d'un puits à Vadhvan, dans l'Etat de Gujarat (Inde), le 19 avril. SAM PANTHAKY / AFP

La pénurie d'eau alimente la colère en Inde. Samedi 5 mai dans le Karnataka, des paysans souffrant de la sécheresse ont manifesté contre la libération d'une partie du débit du fleuve Cauvery vers le Tamil Nadu voisin. A New Delhi, le Parti du peuple indien (BJP), qui siège dans l'opposition à l'assemblée régionale, a organisé une manifestation, vendredi 4 mai, pour alerter sur le danger de la « crise de l'eau » en pointant sa pénurie et sa piètre qualité.

« *Des gens meurent et pourtant vous n'avez pas l'air de vous en inquiéter* », ont récemment lancé les juges de la Cour suprême aux représentants des Etats de l'Haryana et de Delhi, qui se disputent le partage du débit du fleuve Yamuna, leur enjoignant de s'entendre pour éviter les émeutes. La rareté de la ressource est à l'origine d'un nombre croissant de conflits : émeutes meurtrières à Delhi en 2016, tension diplomatique avec les voisins chinois ou pakistanais, marche de dizaines de milliers d'agriculteurs sur Bombay en mars. Le Forum for Policy Dialogue on Water Conflicts in India en a dénombré au moins 350 dans tout le pays.

Elle exacerbe également les tensions entre agriculteurs et industriels, entre populations rurales et urbaines ou même entre basses castes et propriétaires terriens. Dès 2016, un rapport commandé

par le gouvernement sur la réforme de la politique de l'eau avait mis en garde contre une catastrophe à venir. « *Les conflits entre les différents usages de l'eau et leurs consommateurs augmentent de jour en jour, alertaient les auteurs. Si la demande continue au même rythme, alors la moitié de la demande en eau ne sera pas satisfaite d'ici à 2030.* »

L'origine de cette crise est pourtant parfaitement identifiée : l'épuisement des nappes phréatiques. « *Contrairement à la pollution des rivières ou à l'assèchement des bassins, cet épuisement est invisible et attire donc moins l'attention des médias et des politiques* », déplore Philippe Cullet, professeur à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres.

« Zones noires »

Aucun autre pays ne dépend autant de ses nappes phréatiques, où l'Inde puise 80 % de sa consommation d'eau. Or, près des deux tiers des districts sont déjà confrontés à des problèmes de qualité ou de surexploitation. Avec près de 30 millions de puits ou pompes à eau qui perforent le sol indien, l'épuisement s'accélère. Semaine après semaine s'ajoutent des « zones noires » où l'extraction est interdite par l'administration.

Le principal coupable est l'agriculture : 90 % de la consommation d'eau souterraine sert à l'irrigation. C'est grâce à elle que le pays a pu réussir la révolution verte des années 1970 et 1980. A cette époque, les autorités encourageaient l'usage de pompes électriques ou à kérosène en subventionnant le prix de l'électricité ou du carburant. Le Bureau central des nappes phréatiques, au service de la production agricole, faisait d'ailleurs alors partie du ministère de l'agriculture, avant qu'il soit transféré dans les années 1980 au ministère de l'irrigation, puis, en 2014, au ministère des ressources hydriques. Car l'eau est devenue entre-temps une ressource menacée de disparition.



Les villageois de Vadhan doivent descendre 24 mètres dans leur puits pour accéder à une eau boueuse, dans le Gujarat (Inde), le 19 avril. SAM PANTHAKY / AFP

« *Dans certains districts du Rajasthan, les paysans ne peuvent plus compter que sur une récolte annuelle pendant la saison de la mousson, contre deux ou trois auparavant* », note Philippe Cullet. L'absence d'une « irrigation de sécurité » entre deux épisodes pluvieux peut même ruiner l'unique récolte de l'année. L'Inde paie aujourd'hui le prix de sa révolution verte. Ce n'est plus seulement du riz ou du blé que le pays exporte, mais aussi de précieuses ressources en eau. L'ONG Water Footprint Network (WFN) a calculé qu'il fallait en Inde 2 688 litres d'eau pour produire un kilo de riz.

« **Personne ne s'attaque à la surconsommation** »

Des villages ont décidé d'interdire certaines cultures ainsi que l'utilisation de pompes pour un usage autre que domestique. Mais ces initiatives sont rares. « *Les autorités essaient dans certaines zones d'améliorer l'absorption de l'eau dans le sol en ralentissant son débit à la surface, mais personne ne s'attaque au problème de la surconsommation* », explique KJ Joy, coordinateur du Forum for Policy Dialogue on Water Conflicts in India.

Dans le Maharashtra, la culture de la canne à sucre, grande consommatrice d'eau, est encouragée par les puissantes coopératives sucrières, très influentes politiquement. Cette culture bénéficie aussi d'un prix minimum garanti. Dans un pays où les deux tiers de la population dépendent des revenus de l'agriculture, la moindre mesure pour restreindre la consommation d'eau est politiquement risquée.

En cas de sécheresse, les autorités donnent la priorité à la distribution d'eau potable et à l'irrigation. Résultat : chaque année, des Etats ordonnent la fermeture temporaire d'usines. Le CII, équivalent en Inde du Medef, s'est doté d'une division pour aider les entreprises à gérer la menace de pénurie. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la papeterie, de la sidérurgie, du textile ou encore des boissons.

La surexploitation des nappes phréatiques pousse à creuser des puits de plus en plus profonds, à des niveaux où l'eau est contaminée par le fluor, l'arsenic ou l'uranium. Le gouvernement indien reconnaît que, sur les 593 districts pour lesquels il possède des données, 203 sont contaminés par le fluor et 35 par l'arsenic, alors que l'ingestion d'un excès de fluor favorise la fluorose, une maladie qui provoque de graves problèmes osseux.

« **L'eau n'est donc pas définie comme un bien public** »

Entre 2013 et 2016, les contaminations de puits à l'arsenic ont doublé. « *Il faut de toute urgence faire prendre conscience aux gens du problème de l'arsenic* », a déclaré en 2017 la ministre des ressources en eau et du développement des rivières, Uma Bharti. Les eaux souterraines sont également contaminées par les déchets industriels. Certaines usines qui ne souhaitent pas payer le traitement de leurs déchets les enfouissent sous terre. Et les eaux usées sont rarement traitées. Seules 20 % de celles rejetées par les villes sont ainsi épurées.

Comment éviter la catastrophe d'une crise de l'eau ? Des urbanistes prônent la création de « villes spongieuses » dont le sol absorberait l'eau des précipitations et éviterait les inondations en période de mousson. Surtout, ils préconisent l'amélioration du réseau de distribution. A Delhi, près de la moitié de l'eau se perd dans les fuites des canalisations. Dans les zones rurales, les autorités se tournent vers les eaux de surface, en reliant entre eux les grands bassins d'eau ou en détournant les cours des rivières. Des programmes qui nécessitent de gigantesques travaux et pourraient déplacer des populations entières.

Reste la volonté politique. Le danger d'une pénurie d'eau à long terme s'accorde mal avec les échéances électorales à court terme. La compétence de l'eau relevant de chaque Etat, les marges de manœuvre du gouvernement sont limitées. « *Le cadre légal indien est inapproprié. Le propriétaire terrien possède également l'eau qui se trouve au-dessous. Elle n'est pas définie comme un bien public, ce qui limite toute politique de préservation* », observe Philippe Cullet.

L'eau a ainsi donné naissance à toute une économie. Des paysans approvisionnent des villes par camions-citernes, et des entreprises achètent des terrains pour y puiser l'eau des nappes phréatiques et la vendre via des distributeurs automatiques dans les régions asséchées. En Inde, résume Philippe Cullet « *l'accès à l'eau est progressivement devenu une source de pouvoir et d'enrichissement* ».